

*DEPARTEMENT DU VAR*



# DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

## 2022

## RAPPORT

## PREAMBULE

La Loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite Loi NOTRe dispose que le Rapport d'Orientation Budgétaire présenté par le Maire doit comporter :

- les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement comme en investissement.  
En l'espèce, sont déclinées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification de subvention ou encore les relations avec la Métropole (pacte financier et fiscal).
- La programmation des investissements en dépenses et recettes,
- des informations relatives à la structure et la gestion de la dette et les perspectives pour le projet de budget.

Ces orientations doivent permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle des épargnes brute et nette, de la dette/habitant à court terme et moyen terme.

Ce DOB fait l'objet d'une délibération spécifique qui acte la réalisation effective d'un débat.

Le rapport se propose par ailleurs, de retenir, exercice délicat, les incertitudes contextuellement au sortir ... de la crise sanitaire et à la lumière du conflit armé russo-ukrainien.

Les axes :

- autofinancement
- endettement
- fiscalité

demeurent les 3 indicateurs majeurs suivis avec vigilance pour ne pas mettre en péril la situation financière de la commune.

## **SOMMAIRE**

### **I – ELEMENTS DE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE**

- A – Le contexte mondial
- B – Un contexte national – Le projet de loi de Finances

### **II – LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE D'OLLIOULES**

- A – Des recettes de fonctionnement contraintes par la baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)
- B – Des dépenses de fonctionnement maîtrisées
- C – Une épargne consolidée (hors recettes exceptionnelles)
- D – Des recettes d'investissement à dynamiser
- E – Des dépenses d'investissement ambitieuses

### **III – DES INDICATEURS CLES**

- A – Les ressources humaines
- B – Les effectifs budgétaires et la masse salariale
- C – Rémunération des agents
- D – Temps de travail

### **IV – LA DETTE COMMUNALE**

- A – Constat
- B – Année en cours & perspectives
- C – Analyse comparative

### **V – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2021**

- A – La section de fonctionnement
- B – La section d'investissement

### **LE BUDGET DES CAVEAUX**

### **CONCLUSION**

## I – ELEMENTS DE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

### A – Le contexte mondial

#### Une crise sanitaire sans précédent

La crise sanitaire mondiale qui a débuté au début de l'année 2020 constitue depuis son déclenchement, un sujet d'actualité de premier plan qui dépasse le cadre sanitaire et qui s'est vite étendu aux sphères politiques, économiques et financières. Le PIB mondial a chuté de 3,4 %, les cours du pétrole ont diminué et le CAC40 accuse une baisse de 7,14 % en 2020.

Face à cette situation exceptionnelle, des mesures économiques prises par les gouvernements et les institutions supra nationales ont permis de limiter l'ampleur de la crise économique dont l'évolution est étroitement corrélée à la résolution de la crise sanitaire.

Au niveau européen, l'Eurogroupe a mis en place un plan d'urgence de 540 milliards d'euros.

En France, le plan France Relance de 100 milliards d'euros doit financer des projets dans les secteurs de l'écologie à hauteur de 30 milliards, de la compétitivité à hauteur de 34 milliards et de la cohésion pour 36 milliards.

#### Une économie mondiale en renouveau

Du côté de la croissance économique, les prévisions d'abord pessimistes se sont progressivement et rapidement améliorées depuis le début de la pandémie, et ce, jusqu'aux prévisions de septembre dernier de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), sur fond d'amélioration continue des conditions sanitaires mondiales.

Même si le PIB mondial a reculé de 3,4 % l'an dernier, on observe que le rebond économique est important en 2021. Ce haut niveau d'activité devrait se poursuivre en 2022. Cette année, les taux de croissance prévus par l'OCDE sont de l'ordre de 5,7 % dans le monde ... mais le conflit en Ukraine semble modifier très sensiblement cet état de retour à la croissance.

#### Un frémissement de l'inflation

Si la croissance économique a été touchée par la crise sanitaire mondiale, celle-ci, à travers le ralentissement des échanges internationaux et de la demande mondiale, a également pesé sur la croissance des prix en zone euro.

On observe cependant, un changement de tendance depuis octobre 2020. Le cours du pétrole Brent ne cesse de grimper et cote début octobre 2021 aux alentours des 80 USD, faisant mécaniquement s'envoler l'indice des prix à la consommation. Qui plus est, d'autres éléments conjoncturels poussent les prix à la hausse depuis la sortie des confinements : des difficultés de recrutement, des hausses de salaires, une désorganisation des chaînes d'approvisionnement, une pénurie de matières premières entraînant la hausse de leur prix. Au niveau des matières premières, l'impact du coût du pétrole se fait sentir directement à la pompe. En France, le prix du litre n'a jamais été aussi élevé. Ce constat, aujourd'hui,

n'est plus sous contrôle et laisse peu de visibilité au niveau national et mondial et s'accélère avec la crise mondiale.

### Un contexte national de relance de l'investissement

L'année 2021 a, de nouveau, été marquée par les conséquences sanitaires et économiques de la crise de la COVID-19, malgré un rebond économique notable qui s'accompagne de la sortie ou de l'arrêt d'un certain nombre de mesures de soutien aux entreprises.

C'est dans ce contexte que la loi de finances pour 2022 a été bâtie avant le conflit armé aux portes de l'Europe.

Cette dernière s'appuie sur des hypothèses macroéconomiques prévoyant notamment, un ralentissement de la croissance et une réduction du déficit :

- En matière de **croissance du PIB**, si l'activité a été marquée en 2020 par une chute d'une ampleur inédite depuis l'après-guerre (- 8 %), l'exercice 2021 s'est lui aussi soldé par un record avec + 7 %, soit le meilleur taux de croissance depuis 50 ans. La croissance devrait atteindre + 3,6 % en 2022. Ce scénario ne devrait pas prévaloir dorénavant.
- En matière de **finances publiques**, le gouvernement a également revu mi-janvier ses prévisions de déficit public. Celui-ci devrait ainsi s'élever à 7% du PIB en 2021, et à 5% en 2022. S'agissant de la dette, elle atteindrait, après actualisation, 115,3 % du PIB en 2021, et devrait se stabiliser autour de 113,5 % à la fin 2022. Cette augmentation significative reste problématique.
- En matière d'**inflation**, il est constaté une hausse importante des prix en 2021 qui devrait se poursuivre en 2022 dans un contexte de fortes tensions sur les marchés de l'énergie (hausse des prix de 3 à 4 % en 2022 !).
- Enfin, en matière d'**emploi**, l'INSEE estime que le taux devrait refluer progressivement jusqu'à l'été 2022 pour atteindre 7,6 % de la population active.

Depuis de début de la crise de la COVID-19, **l'Etat français a multiplié les plans d'aides et de soutien en direction de nombreux publics** touchés par les conséquences sanitaires et économiques de la pandémie : prise en charge du chômage partiel, prêts garantis aux entreprises, dispositifs divers d'étalement de charges ont ainsi rythmé l'année 2020 et le premier semestre 2021.

Ces mesures palliatives qui revêtaient initialement un caractère d'urgence ont été accompagnées dès septembre 2020, par l'annonce d'un **plan de relance massif de 100 milliards d'euros**.

Cependant, deux incertitudes affectent fortement notre pays en sus de la crise sanitaire.

- Une identifiée avec les élections présidentielles dans un contexte nouveau de tension internationale.
- L'autre majeure liée à la guerre en Ukraine. Ce conflit géopolitique est susceptible de transformer le quotidien de chacun ... ?

## B – Un contexte national – Le projet de loi de Finances

### Un contexte local incertain

Les collectivités locales, en première ligne depuis le début de la crise sanitaire, évoluent depuis deux années dans un nouvel environnement normatif, financier et fiscal.

Les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) ont été mis en avant par l'Etat comme l'instrument privilégié permettant aux collectivités locales d'accompagner leurs entreprises et leurs grands projets d'investissements dans le cadre de la relance.

Depuis le début de la crise sanitaire, l'Etat a multiplié les plans de soutien et de relance auprès des collectivités.

### Des mesures de soutien à l'investissement

Le soutien de l'Etat à l'investissement local passe ainsi par plusieurs fonds et dotations, attribués aux différentes catégories de collectivités locales.

Enfin, le budget 2022 abonde de 337 millions d'euros supplémentaires la DSIL, afin de compléter le financement des CRTE.

### La suppression de la Taxe d'Habitation

Initiée bien avant le début de la crise sanitaire, la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et son remplacement par d'autres ressources atteint sa dernière phase. En 2022, parmi les contribuables qui s'acquittent encore de cet impôt, le dégrèvement atteindra 65 %. En 2023, plus aucun contribuable ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

2018	2019	2020	2021	2022	2023
80 % des ménages					Suppression intégrale de la TH
Dégrèvement de 30 % de la cotisation TH	Dégrèvement de 65 % de la cotisation TH	Dégrèvement de 100 % de la cotisation TH	Transformation du dégrèvement en exonération		
20 % des ménages restants					Exonération à 100 % pour tous les ménages
Cotisation TH inchangée			Exonération de 30 % de la TH	Exonération de 65 % de la TH	

Cette réforme constitue une perte d'autonomie financière par les communes qui ne bénéficient que de la moitié du levier fiscal (taxe sur le foncier bâti). Par ailleurs, la baisse des impôts de production (base de foncier bâti) et le nouveau calcul de la richesse fiscale tend à privilégier les communes qui pratiquent la hausse de la fiscalité plutôt que la rigueur.

Pour les communes, la ressource de remplacement est constituée de la taxe foncière sur les propriétés bâties départementale. Le taux qui a été voté en 2021 était donc, s'il n'y a pas eu de décision politique orientant vers une hausse ou une baisse de la pression fiscale, la somme des taux communaux et départementaux. Le même schéma devra s'appliquer pour 2022 et pour les années suivantes.

Une revalorisation des bases et compensations de l'Etat

**La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives dépend désormais de l'évolution de l'inflation (IPCH) constatée entre novembre n-2 et novembre n-1. La revalorisation des valeurs locatives sera de 3,4 % en 2022.**

Il convient également de souligner que les ressources perdues par les collectivités au titre de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la CFE des établissements industriels devraient être compensées de manière dynamique par l'Etat.

Le Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA)

Le FCTVA verrait son enveloppe maintenue à 6,5 milliards d'euros. L'année 2022 sera également la deuxième année de mise en œuvre de l'automatisation du traitement du fonds. Pour la Ville qui perçoit le reversement avec un décalage de 1 an, cette automatisation doit intervenir au plus tôt.

Autres mesures

Enfin, parmi les nouvelles mesures fiscales intégrées à la loi de finances pour 2022 :

- ⇒ la mise en place d'une compensation d'exonération fiscale au profit des collectivités locales pour la taxe foncière sur les propriétés bâties des logements sociaux. Seront concernés par cette mesure les logements sociaux agréés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 30 juin 2026. La compensation sera intégrale et effective pour une durée de dix années.
- ⇒ La taxe d'aménagement est partagée comme le prévoient les textes entre l'intercommunalité et les communes. Aujourd'hui, TPM la perçoit et en reverse 50 % à la Ville.

Il convient de souligner cependant, qu'en matière de fiscalité la suppression de la Taxe d'Habitation est aujourd'hui, compensée à l'euro. Outre le fait d'avoir perdu de la dynamique sur la Taxe d'Habitation, le risque de voir l'Etat réduire ses compensations envers les communes est réel et soumet la construction budgétaire à des aléas forts.

## II – LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE D'OLLIOULES

### A – Des recettes de fonctionnement contraintes par la baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

L'optimisation des recettes est une préoccupation majeure affectée par la crise sanitaire sur les exercices 2020 & 2021, par la baisse tendancielle permanente de la DGF ou encore les exonérations de foncier bâti décidées par le gouvernement en 2021.

Un bon niveau de recettes est constaté avec notamment des droits de mutations dynamiques, 5 trimestres encaissés sur la taxe sur l'électricité, des loyers en hausse et un produit de cession exceptionnel de 800 K€ (cession La Panagia). Cependant, la baisse de la DGF est édifiante depuis 2014 à 756 000 € par an.

	Moyenne 2014/2016	2017 (transfert OM)	2018 (création Métropole)	2019 (Métropole)	2020	2021
<b>Atténuation de charges (013)</b>	<b>229 724</b>	<b>213 224</b>	<b>153 346</b>	<b>79 398</b>	<b>97 337</b>	<b>95 380</b>
<b>Produits d'exploitation &amp; du domaine (70)</b>	<b>563 861</b>	<b>815 318</b>	<b>2 181 500 *1</b>	<b>910 986</b>	<b>988 621</b>	<b>815 541</b>
<b>Impôts &amp; taxes dont (73)</b>	<b>11 821 473</b>	<b>11 277 282</b>	<b>9 952 173</b>	<b>10 528 366</b>	<b>10 183 955</b>	<b>11 103 691</b>
- produit des 3 taxes	6 385 360	6 996 392	7 133 426	7 290 456	7 413 642	7 751 818
- attribution de compensation	1 870 937	2 741 896	1 013 376	1 196 835	1 196 835	1 169 421
- TEOM	2 089 604	TPM	TPM	TPM	-	-
- taxe sur l'électricité	345 716	354 217	634 183	365 778	259 132	448 814
- droits de mutation	594 254	785 890	905 655	1 217 468	1 003 318	1 114 728
<b>Dotations &amp; participations (74)</b>	<b>1 972 740</b>	<b>1 686 552</b>	<b>1 583 538</b>	<b>1 530 095</b>	<b>1 590 170</b>	<b>1 230 372</b>
- DGF forfaitaire	1 034 847	520 573	500 647	472 868	443 822	403 670
- DSU	124 971	112 474	93 728	61 237	-	-
<b>Autres produits de gestions (75)</b>	<b>575 448</b>	<b>652 579</b>	<b>740 213</b>	<b>841 586</b>	<b>1 357 489 *2</b>	<b>912 170</b>
<b>Autres produits (76/78)</b>	<b>191 859</b>	<b>172 055</b>	<b>190 991</b>	<b>157 487</b>	<b>64 745</b>	<b>927 735 *3</b>
<b>Recette réelles de fonctionnement</b>	<b>15 354 952</b>	<b>14 817 110</b>	<b>14 801 761</b>	<b>14 047 918</b>	<b>14 282 726</b>	<b>15 084 890</b>

\*1 flux croisés financiers liés à la création de la Métropole : la Ville paie, la Métropole rembourse à l'euro près.

\*2 recettes bailleurs sociaux en 2020 - Loyers capitalisés

\*3 cession exceptionnelle en 2021 – 800 000 € (Panagia)

### B – Des dépenses de fonctionnement maîtrisées

Les dépenses de fonctionnement sous tension du fait de la crise sanitaire ont été maîtrisées, l'impact de la hausse des coûts de l'énergie n'ayant pas produit ses effets en 2021.

Un renforcement des effectifs du personnel avec un recours accentué aux contractuels pour la gestion de la crise sanitaire (application rigoureuse des protocoles de nettoyage) a affecté ce poste en 2021



	Moyenne 2014-2016	2017 (transfert OM)	2018 (création Métropole)	2019 (Métropole)	2020	2021
011 Charges à caractère général	3 065 578	2 889 961	2 935 143	2 566 294	2 314 185	2 551 295
012 Charges de personnel	6 016 220	5 740 591	5 730 151	5 637 616	5 545 136	5 995 525
65 Charges de gestion	2 327 362	1 938 800	1 701 238	1 305 849	1 499 210	1 078 232
66 Frais financiers	164 582	132 996	*1 429 728	75 779	56 227	68 778
Autres dépenses réelles	61 211	149 129	14 030	2 652	8 895	76 405
Travaux en régie	- 299 928	- 299 697	- 219 740	- 219 823	- 239 956	- 239 989
Dépenses réelles de fonctionnement	11 331 306	10 551 780	10 640 550	9 368 367 *2	9 183 697	9 530 246

\*1 Remboursement de dette de 341 750 €

\*2 la Métropole finance dès 2019 des compétences communales devenues métropolitaines (voirie, éclairage public, espaces verts) ➡

## C – Une épargne consolidée (hors recettes exceptionnelles)

L'épargne est, depuis 2014, maintenue à un niveau élevé malgré les impacts successifs subis par le budget : suppression de la DSU, baisse de la DGF, crise sanitaire ... Le processus vertueux est rappelé, l'épargne participe au financement des investissements structurants de la Ville.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne brute	4 260 246	4 085 051	4 265 633	4 161 211	4 679 551	4 544 029	4 754 644
Epargne nette	3 945 886	3 787 260	3 986 598	3 911 617	4 413 302	4 281 358	4 508 997

## D – Des recettes d'investissement à dynamiser

Le financement des investissements repose sur l'épargne à titre principal, l'emprunt à titre complémentaire non appelé en 2021 et sur les subventions. Le FCTVA complète les principales recettes avec des difficultés de recouvrement de ce produit versé par l'Etat (retard). De nombreuses subventions sont actées pour certaines liées à des opérations en cours de définition (GPU, gymnase). Une dynamique accentuée est mise en place pour optimiser la recherche des subventions d'équipement comme de fonctionnement auprès des partenaires.

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA prévisionnel 2021
RECETTES PROPRES D'INVESTISSEMENT							
- FCTVA	458 000 RAR	326 408	828 000 RAR	1 259 701	400 000 RAR	378 120	Ø
- Amendes de police	97 675	86 689	132 291	105 323	TPM	TPM	-
- Taxe aménagement	450 085	737 056	506 160	355 535	532 857	160 685	10 984
- Autres dettes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres créances	-	-	-	-	-	-	-
SUBVENTIONS (13)	211 519	487 021	976 374	1 020 641	265 713	44 380	867 426
CESSIONS (produits exceptionnels)	9 120				1 260	-	8 997
EMPRUNTS	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø	Ø
Excédents de fonctionnement capitalisés	3 000 000	4 010 448	4 000 496	4 240 000	4 049 806	4 740 841	4 348 396

## E – Des dépenses d'investissement ambitieuses

La réalisation des investissements structurants sur la commune nécessite une procédure longue et complexe qui affecte notre taux de réalisation. Il y a souvent un écart entre les investissements inscrits et ceux réalisés. Le niveau des dépenses d'équipement brut s'est réduit par rapport à 2020, l'exercice 2021 étant un exercice de préparation des projets majeurs du mandat : le GPU, le gymnase de la Castellane, le centre des Métiers d'Art ...

Avec l'exercice 2022, le taux de réalisation devrait approcher un niveau proche de celui de 2020.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépenses d'équipement brut	5 040 000	4 668 000	7 371 000	4 963 000	5 079 000	5 873 000	10 103 835	5 981 138
Dépenses d'équipement brut par habitant	372 €	344 €	547 €	364 €	373 €	425 €	726 €	424 €
DEB Strate 10 à 20 000 habitants	321 €	268 €	263 €	300 €	324 €	329 €	331 €	NC

## III – DES INDICATEURS CLES

### A – Les ressources humaines

Une mutation progressive de notre effectif a été réalisée avec le personnel transféré de la Ville à la Métropole en 2017 pour les OM et en 2019 pour la Métropole. Ce phénomène a réduit notre effectif de 21 agents et 17,1 ETP et, en conséquence, les flux financiers entre la Ville et l'Intercommunalité.

Des conventions de mise à disposition de personnels demeurent entre la Commune et la Métropole qui sont ascendantes (personnel communal mis à disposition de la Métropole) et descendante (personnel de la Métropole transféré, mis à disposition de la Ville).

Par ailleurs, notre bilan social atteste d'une pyramide des âges vieillissante (évasée) et d'un relatif déséquilibre hommes/femmes. Ce déséquilibre étant accentué par le départ à la Métropole de 18 ETP hommes sur 20 ETP.

## B – Les effectifs budgétaires et la masse salariale

La stabilité des effectifs du personnel communal est essentielle à la stratégie financière de la collectivité qui entend maîtriser ses dépenses de fonctionnement.

Les départs de personnels vers la Métropole ont été absorbés budgétairement par l'attribution de compensation qui est un flux d'équilibre entre la Métropole et la Ville.

En effet, en 2017, avec les ordures ménagères collectées en régie, ce sont 12 agents représentant 8,9 ETP qui ont été transférés. En 2019, avec la Métropole, ce sont 9 agents supplémentaires qui ont été transférés représentant 8,2 ETP.

En 2021, la crise sanitaire a nécessité le renfort de personnel pour notamment les écoles pour les protocoles de nettoyage. Par ailleurs, 2 recrutements ont été nécessaires dont la Directrice des Affaires Culturelles.

### Les effectifs au 31.12.2021

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Tendance 2022
STAGIAIRES	2	2	5	4	1	2	→
TITULAIRES	125	112	113	101	105	101	↗
NON TITULAIRES PERMANENTS	34	40	38	41	40	42	→
TOTAL AGENTS	161	154	156	146	146	145	
TOTAL ETP	152	142	144	133	134	137	

La masse salariale a connu une augmentation en 2021 par rapport à 2020, cependant 2020 n'était pas une année de référence, la crise sanitaire ayant fortement affecté cet exercice (recours à des contractuels et heures supplémentaires bien moindres en 2020).

### Les charges de personnel de 2017 à 2022

	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2019	31.12.2020	31.12.2021	OB 2022
Rémunérations	3 363 206	3 304 822	3 263 188	3 220 438	3 534 274	3 700 000
Rémunérations accessoires	129 990	128 620	118 952	114 761	108 588	118 000
Régime indemnitaire	387 935	491 021	507 281	491 358	493 490	500 000
Autres rémunérations	99 729	21 772	34 209	79 122	50 119	82 000
Charges patronales	1 759 732	1 783 916	1 713 986	1 639 458	1 809 061	1 900 000
Charges brutes annuelles	5 740 592	5 730 151	5 637 616	5 545 137	5 995 526	6 300 000

La commune a initié depuis de nombreux exercices, une gestion prévisionnelle des ressources humaines qui nécessite notamment, plusieurs stratégies concomitantes :

- l'anticipation des départs à la retraite
- l'optimisation de l'organisation du travail
- une politique de redéploiements internes quand cela s'avère possible.

Pour information, la répartition homme/femme au sein de la collectivité est la suivante avec une traditionnelle représentation symptomatique de la Fonction Publique Territoriale (personnel titulaire & stagiaire).  
 Deux répartitions de la situation du personnel territorial sont rappelées par sexe et catégorie (personnel titulaire et stagiaire).

CATEGORIE	SEXE		TOTAL	Part relative
	FEMME	HOMME		
A	11	2	13	12,4 %
B	10	2	12	11,7 %
C	51	27	78	75,9 %
TOTAL	72	31	103	100 %
	69,9 %	30,10 %		100 %

## C – Rémunération des agents

La rémunération des agents titulaires et stagiaires de la collectivité se décompose ainsi qu'il suit :

- le traitement indiciaire (indice, grade)
- le régime indemnitaire (mensualisé)
- la prime de fin d'année, équivalente à un 13<sup>ème</sup> mois, elle est assise sur la présence moitié et la manière de servir pour l'autre moitié
- différents avantages en nature sont servis à des agents ayant droit : véhicule de fonction, repas, logement de fonction
- une adhésion au COS Var permet aux agents de bénéficier de tarifs avantageux et de différents bons
- un studio appartenant à la Ville à SUPER DEVOLUY est mis à disposition du personnel, avec un coût location avantageux
- en 2021, la commune a mis en place la délivrance de tickets repas (10 par mois) d'une valeur faciale de 6 € pris en charge 50/50 par la Ville et l'agent.

## D – Temps de travail

Pour satisfaire aux textes nécessitant d'arrêter rigoureusement le temps de travail des agents à temps complet à 1607 heures de travail annuel effectif, après concertation avec l'ensemble des services, un système à 3 solutions a été retenu hors les services qui nécessitent une annualisation de leur temps de travail.

- Horaire de 37H50 hebdomadaire avec 25 jours de congés annuels et 14 jours de RTT
- Horaire de 36H25 hebdomadaire avec 25 jours de congés annuels et 6,5 jours de RTT
- Horaire de 35H00 hebdomadaire avec 25 jours de congés annuels

La collectivité peut sur sollicitation de l'agent, après avis du chef de service, autoriser des aménagements d'horaires sur un temps complet, ou solliciter un temps partiel (80 % ou 90 % par exemple).

## IV – LA DETTE COMMUNALE

### A – Constat

#### BUDGET PRINCIPAL

Le niveau d'endettement de la commune fait l'objet d'une attention particulière et évolue favorablement pour 2 raisons essentielles :

- le non recours à de nouveaux emprunts
- un emprunt échu en 2018 et un autre en 2021

Le CRD (capital restant dû) est donc à la baisse ainsi que le démontre le tableau ci-après :

	1 <sup>er</sup> .01.2016	1 <sup>er</sup> .01.2017	1 <sup>er</sup> .01.2018	1 <sup>er</sup> .01.2019	1 <sup>er</sup> .01.2020	1 <sup>er</sup> .01.2021	1 <sup>er</sup> .01.2022
Capital restant dû	5 016 603	4 698 967	4 419 932	4 169 893	3 940 407	3 677 737	3 432 090

Sur ces bases et sans recours à l'emprunt en 2022, le CRD au 31.12.2022 devrait s'élever à 3 212 513 €.

La dette relative à l'exercice 2022 est constituée de 12 emprunts dont la répartition par prêteur est la suivante :

Prêteurs	Nombre de prêts	CRD au 31.12.2021	CRD au 31.12.2022
CAISSE DES DEPOTS & CONSIGNATIONS	9	1 214 032	1 152 324
Société de Financement Local	3	2 218 058	2 060 189
TOTAL	12	3 432 090	3 212 513

Ces 12 prêts sont dorénavant à taux fixe. Le taux moyen de la dette est de 2,48 % en 2022 contre 2,55 % en 2021. Ce taux est la conséquence du réaménagement de dette opéré en 2018 permettant de transformer un prêt de la SFIL d'un taux structuré de 3,65 % à un taux fixe de 2,25 %.

Il est précisé que :

- les taux des emprunts CDC sont assis sur le livret A
- les 3 emprunts effectués auprès de la SFIL, un seul demeure à taux structuré.

Pour information, au 31 décembre 2022, le CRD des emprunts effectués auprès de la SFIL pour le financement de l'acquisition et de l'aménagement de la Castellane s'élèveront à 2 060 189 € représentant 64,13 % de l'encours de la dette communale.

#### DETTE GARANTIE

Pour les bailleurs sociaux essentiellement et pour quelques garanties hors les logements sociaux, la commune a garanti un CRD au 1<sup>er</sup> janvier 2022 de 6 304 656 €. Il est précisé que la Métropole est dorénavant appelée à garantir les opérations de création des logements sociaux en lieu et place des communes (nouvelles opérations).

## B – Année en cours & perspectives

La commune n'a plus emprunté depuis 2014. Dans le cadre de la gestion active de la dette, un emprunt a été remboursé à taux révisable et un autre sur un taux structuré est passé en taux fixe. Aucun emprunt n'a été contracté en 2021 comme pour les exercices précédents.

Pour 2022, le remboursement du capital de la dette est estimé à 219 577 € et les intérêts à 71 365 €.

Pour les exercices à venir, la commune dans le cadre de la production de logements sociaux n'a pas souhaité appeler d'emprunts de la CDC.

## C – Analyse comparative

La dette communale par habitant est un indicateur, parmi d'autres, de bonne santé financière. Il dépend de la population qui évolue en commune d'Ollioules et du capital restant dû qui est tendanciellement à la baisse.

### Dette communale

	OLLIOULES				MOYENNES COMPAREES	
	Dette au 1.01.20	Dette au 1.01.21	Dette projetée au 1.01.22	Dette au 31.12.2022	Nationale Strate 2020	TPM 2020
CRD en €	3 940 407 €	3 677 737 €	3 430 735 €	3 212 513	-	-
Population	13 972	14 020	14 050	14 119	-	-
Dette/habitant en €	282	262	244	228	846	774

Le ratio de mesure de l'endettement est celui du CRD rapporté au Recettes Réelles de Fonctionnement. Pour Ollioules, au 31.12.2021 avant l'arrêt du compte administratif, ce ratio est estimé à 0,23 alors que le seuil d'alerte est de 1,21.

Un second paramètre d'analyse consiste à mesurer la capacité de désendettement de la Ville qui mesure la solvabilité de la commune. Il s'agit de comparer le niveau de l'épargne brute à l'encours. Comme pour les exercices précédents, ce rapport est inférieur à 1 an. La moyenne des communes est située entre 5 & 7 ans, le seuil critique à partir de 10 ans.

## V – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2022

### A – La section de fonctionnement

Les résultats de 2020 & 2021 ont conforté la capacité de la Ville à s'engager sur un ambitieux programme d'investissement dont le point d'orgue et le grand projet de requalification urbaine Malraux-Lemoyne.

Aux aléas traditionnels pour traiter d'orientations budgétaires à 3/5 ans que sont :

- ⇒ le niveau des recettes perçues de l'Etat (DGF, compensation TH, produit fiscal ...),
- ⇒ la temporalité liée à la réalisation des investissements
- ⇒ le maintien de soutiens forts en investissement des collectivités partenaires
- ⇒ la participation de la Métropole au GPU qui est actée à hauteur de 50 % des coûts relevant de ses compétences !

#### FINANCEMENT DU GPU

Opération	Ville	Métropole	Partenaire privé
Coût TTC 45 000 000	16 440 000	23 680 000	4 880 000
Coût HT	14 347 000	19 730 000	-
Participation Métropole		10 000 000	

s'ajoutent 2 aléas majeurs :

- la crise sanitaire dont le terme n'est pas encore dessiné,
- le conflit russo-ukrainien, dont les effets macroéconomiques sont aujourd'hui annoncés par certains comme dévastateurs ...

#### 1 - Les recettes de fonctionnement

Tensions et interrogations restent avérées sur l'évolution de certaines recettes.

- Les unes du fait de décisions du gouvernement tenant au niveau de DGF à percevoir en 2022 et suivantes ou encore à l'impact de la réforme de la taxe d'habitation (dynamique du produit de fiscalité locale assis sur les seules bases du foncier bâti).

	Réalisé 2021	OB 2022 Opérations réelles	Tendance		Commentaires	Tendance 2024/2025
			2023	2024		
<b>013 Remboursement de rémunérations</b>	95 380	80 000	80 000	80 000	Situation des contrats aidés & remboursements des assurances statutaires	→
<b>70 Produit d'exploitation et du domaine</b>	815 541	840 000	815 000	830 000	Stabilité relative + 1 %/an	↗
<b>73 Impôts et taxes</b> . Produits 3 taxes . Attribution de compensation TPM . Taxe sur l'électricité . Droits de mutation	11 103 691 7 751 818 1 169 421  448 814 1 114 728	11 010 000 7 950 000 1 174 000  380 000 1 000 000	11 230 000	11 460 000	Produit fiscal & autres produits + 2 %/an (sans hausse des taux)	↗
<b>74 Dotations &amp; subventions</b> . DGF forfaitaire . DSU & DN péréquation	1 230 372 403 670 129 663	1 175 000 370 000 130 000	1 150 000	1 128 000	Aucune maîtrise sur ce produit de l'Etat éligibilité stable (-2 %/an)	↘
<b>75 Autre produits de gestion</b> *1	912 170	1 128 000	925 000	935 000	Loyers en augmentation (+ 1 %) + recettes sur logements sociaux	↗
<b>76/77 Produits financiers &amp; exceptionnels</b>	927 735	95 000	70 000	70 000	Recettes imprévues	→
	15 084 890	14 330 000	14 270 000	14 503 000		

\*1- recettes exceptionnelles en 2020 (555 000 €) & 2021 (800 000 €)

Le scénario horizon 2023 voire 2025 est posé avec prudence du fait de plusieurs inconnues :

- le maintien de la baisse tendancielle des dotations de l'Etat (DGF ?)
- l'inconnue quant à la dynamique de notre produit fiscal après la réforme de la taxe d'habitation, le foncier bâti étant la seule base bénéficiant d'un effet taux (rappel). A ce stade, il est rappelé qu'une hausse hypothétique de la pression fiscale de 1 points (35,95 % contre 34,95 % rapporterait 250 000 €)
- les aléas relatifs à la crise sanitaire pouvant affecter nos recettes (régies, loyers, TLPE...)
- L'attribution de compensation versée par TPM à la Ville posée à 1 174 000 € en 2022 et soumise à des arbitrages futurs (régularisation des OM).

Les orientations pour 2022 intègrent les éléments du pacte fiscal & financier de la Métropole.

Enfin, le contexte international (conflit armé) crée une incertitude totale sur notre pays et nos communes.



## 2 - Les dépenses de fonctionnement

L'exercice consistant à proposer une évolution tendancielle des dépenses réelles de fonctionnement au-delà de 2022 repose encore sur nombre d'aléas.

Le chapitre 011 enregistre les achats de fournitures dont notamment les fluides (électricité, gaz) aujourd'hui sous tension extrême.

Le chapitre 012 des dépenses de personnel devrait connaître une montée en charge progressive avec pour point culminant la livraison prévue en 2025 des équipements publics du GPU. Enfin, au chapitre 66, les intérêts de la dette devraient commencer sensiblement à augmenter de 2024 (prêts contractés en 2023).

CHAPITRES	Réalisé 2021	OB 2022 Opérations réelles	Tendances			Tendance 2024/2025
			2023	2024		
011 Charges à caractère général	2 551 295	2 800 000	2 890 000	2 970 000	Evolution à + 3 % par an	↗
012 Charges de personnel	5 995 526	6 300 000	6 460 000	6 620 000	Evolution à + 2,5 % par an	↗
65 Autres charges de gestion	1 078 233	1 400 000 *1	1 112 000	1 123 000	Hypothèse + 1 %	↗
66 Charges financières . Intérêts . Frais financiers	68 779	80 000	80 000	150 000	Pas d'emprunt réalisé en 2022 Emprunt en 2023 Ou 2024	↗
67 Autres charges	2 064	20 000	20 000	20 000	pénalité SRU en 2021 pas en 2022 & 2023 ?	↗
022 Dépenses imprévues	-	200 000	200 000	200 000	Seuil à 100 000 €	→
Travaux en régie	- 239 989	- 240 000	- 240 000	- 240 000	Plafond	→
Dépenses réelles de fonctionnement	9 530 246	10 560 000	10 602 000	10 843 000		↗

\*1 Versement logements sociaux 260 000 €

Si la tendance à la maîtrise des dépenses de fonctionnement de 2021 à 2023 prévaut, les équipements générés par le GPU devraient affecter notablement le budget de fonctionnement dès 2024 et bien plus 2025 (chapitres 011 & 012).

## B – La section d'investissement

Au terme de l'exercice 2021 et du mandat 2014-2020, le niveau d'investissement de 5,5 M€ par an a été réalisé par une mobilisation permanente de moyens humains (régies et prestataires de service) et financiers.

L'exercice budgétaire 2022 confirme l'ambitieux programme d'investissement prévu sur le mandat avec :

- La concrétisation du Grand Projet Urbain dont la consultation des entreprises est prévue en 2022.
- La mise en consultation de la réalisation d'une salle culturelle & sportive sur le site de la Castellane (2 salles).
- Les travaux de réalisation du centre des Métiers d'Art ...

Pour ces 3 opérations majeures et d'autres proposées, la commune entend optimiser son épargne destinée au financement des investissements et la recherche de financements externes.

## 1 - Les recettes d'investissement

Schématiquement, les recettes sont catégorisées ainsi qu'il suit :

### Les recettes d'épargne

- L'excédent de l'année écoulée de la section d'investissement (ce résultat pouvant être excédentaire ou déficitaire)
- La capitalisation de l'excédent de fonctionnement de l'exercice écoulé (épargne consolidée)
- L'épargne réalisée en parts sociales (3 000 000 €).

### Les financements externes (pour l'essentiel)

- Somme des subventions reçues de l'Etat, l'Europe, la Région, la Métropole et le Département, la DRAC ou encore l'Europe
- Remboursement de la TVA par l'Etat
- Le produit de la taxe d'aménagement partagé avec la Métropole...

### L'emprunt

Le scénario idéal admet que ces 3 parts s'harmonisent sur une répartition 40 %, 30 %, 30 %. La commune soucieuse de s'assurer une autonomie financière solide œuvre pour minimiser le recours à l'emprunt. Le mandat à venir devra respecter cette répartition sur la base d'un programme conséquent et ne pas mettre en péril le ratio communal de dette par habitant.

## 2 - Les dépenses d'investissement

Comme évoqué ci-dessus, un important programme d'investissement est prévu en 2022 qui ne consacre pas uniquement le Grand Projet Urbain.

Pour 2022, les principaux investissements programmés sont les suivants :

- |   |             |
|---|-------------|
| • Le Grand Projet Urbain                    | 7 000 000 € |
| • Le gymnase de la Castellane               | 1 130 000 € |
| • Réhabilitation de logements sociaux       | 770 000 €   |
| • Centre des Métiers d'Art                  | 700 000 €   |
| • Acquisitions foncières (terrains et bâti) | 282 000 €   |
| • Désimperméabilisation des cours d'écoles  | 600 000 €   |

Cette liste non exhaustive propose une ambition globale en dépenses d'équipement brut sur 2022 de 16 452 000 € !

### Les dépenses – Scénario horizon 2025

	OB 2022	Projection pluriannuelle		
		2023	2024	2025
Dépenses d'équipement brut	16 452 000	18 993 000	16 693 000	14 650 000
Acquisitions foncières	2 820 000	1 000 000	1 000 000	800 000
Travaux de bâtiment structurants	1 920 000	1 000 000	700 000	700 000
Grand Projet Urbain MOD VAD	4 500 000	10 000 000	10 000 000	9 000 000
Travaux sous MOD	2 200 000	3 000 000	1 000 000	400 000
Travaux de logements sociaux	770 000	400 000	400 000	300 000
Autres travaux & acquisitions	749 000	400 000	400 000	400 000
Fonds de concours	300 000	-	-	-
MOD Ville pour TPM	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000
AC versée à TPM	693 000	693 000	693 000	693 000
Autres dépenses réelles	67 000	100 000	60 000	60 000
Remboursement de dette	220 000	210 000	430 000	500 000
<b>TOTAUX</b>	<b>16 739 000</b>	<b>19 303 000</b>	<b>17 183 000</b>	<b>15 353 000</b>

Ce scénario reste aléatoire et sera conditionné par l'avancement de la réalisation du GPU qui pèsera sur le budget communal fortement et affectera la capacité d'investissement de la Ville sur les autres projets (acquisitions et travaux).

L'hypothèse de déclinaison des investissements horizon 2025 est une vision pluriannuelle nécessaire. Le financement de ce programme important, hors les aléas programmatiques ou conjoncturels est la clé de voute de la réalisation de ce programme sur le mandat.

### Les recettes d'investissement

Schématiquement, ces recettes se décomposent selon leur nature et leur origine :

- L'EPARGNE constituée d'excédents notamment de fonctionnement qui sont capitalisés
- LE REMBOURSEMENT de TVA, la commune récupère pour la quasi intégralité des travaux la TVA payée
- LES SUBVENTIONS reçues d'origines diverses qui sont indispensables à la réalisation des investissements
- LES EMPRUNTS qui sont un financement d'équilibre des opérations.

A ces recettes traditionnelles s'ajoute la participation de la Métropole aux travaux payés par la Ville relatifs au GPU qui relèvent des compétences transférées selon un processus comptable complexe.

En tout état de cause, la projection à 3/5 ans du financement des investissements prévisionnels demeure un exercice délicat et quelque peu aléatoire.

Une vision à 4 ans reste cependant proposée (horizon 2025).

#### Les recettes – Scénario horizon 2022-2025

	OB 2022	2023	2024	2025
EPARGNE	6 702 010	7 500 000	3 500 000	3 200 000
. Résultats repris (invest.)	1 560 556	500 000	-	-
. Excédent capitalisé	5 141 454	4 000 000	3 500 000	3 200 000
. Parts sociales		3 000 000	-	-
FINANCEMENTS EXTERNES	6 497 990	5 700 000	7 350 000	8 850 000
. Subventions & autres recettes	2 815 000	1 800 000	2 500 000	4 000 000
. Taxe d'aménagement	222 990	400 000	350 000	350 000
. FCTVA	960 000	1 000 000	2 000 000	2 000 000
. Remboursement TPM/GPU	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000
EMPRUNTS	Ø	2 000 000	4 000 000	1 000 000
. Autofinancement prévisionnel	4 000 000	4 000 000	3 000 000	2 500 000
TOTAUX	17 200 000	19 200 000	17 850 000	15 550 000

Le scénario qui consiste à prévoir le financement des investissements à réaliser sur le mandat horizon 2025 est soumis à différents aléas exogènes et endogènes.

- ✓ La situation de tension nationale et internationale qui peut affecter la capacité de soutiens des partenaires institutionnels habituels.
- ✓ Les conditions de participation de la Métropole au Grand Projet Urbain sur la base d'une participation de 10 000 000 € HT (versement forfaitaire, lissage, ...).
- ✓ Le calendrier de réalisation des investissements et notamment du GPU (livraison prévue en septembre 2025).
- ✓ La capacité de la Ville à mobiliser les financements (CRET, DRAC) en volume mais aussi en terme de délai. Les subventions étant versées essentiellement à postériori, des décaissements et paiements des investissements.
- ✓ Le coût de l'argent, en d'autres termes, la capacité de la Ville à emprunter au meilleur taux avec le recours éventuel à une ligne de trésorerie. Sur ce point, l'objectif de la Ville reste de conserver une capacité de désendettement (épargne brute rapportée à l'encours de la dette) à 4 ans maximum (moyenne nationale de 5 à 7 ans).

De ce point de vue, l'exercice 2022 dans un climat certes d'incertitude, devrait permettre à la Ville de connaître le coût final du Grand Projet Urbain en fin d'année (résultats des appels d'offres) et lancer en 2023 & 2024, l'opération structurante du centre-ville (phase-travaux).

### Le Budget des caveaux

Pour ce seul budget annexe de la Ville qui reste largement excédentaire, un programme de construction d'une tranche de caveaux est prévu en 2022. Cette extension s'ajoute à la volonté de la Ville de poursuivre sa procédure de reprise des concessions au Cimetière Central.

### CONCLUSION

Le Rapport d'Orientations Budgétaires de l'exercice 2022, pose dans un climat d'incertitude, les conditions nécessaires pour que la Ville mène à bien son ambitieux programme d'investissement. Cette volonté repose sur plusieurs postulats :

- Le maintien d'une forte capacité d'épargne par une gestion drastique des dépenses de fonctionnement associée à une optimisation des recettes de cette même section.
- La maîtrise du produit fiscal, la commune n'ayant pas vocation à faire peser fortement sa politique d'investissement sur le contribuable local.
- Un partenariat actif & dynamique avec les institutions qui arrivent en soutien au financement des opérations (Europe, Etat, DRAC, Région, Département, TPM ...)
- Un recours modéré à l'emprunt, le seuil des 700/750 € de dette par habitant apparaît acceptable.

Horizon 2025/2026, si aucun obstacle majeur ne vient affecter l'ambition décrite, la commune sera toujours plus accueillante, en capacité d'offres de service et culturelle décuplée ; le tout avec l'objectif de maintenir une bonne santé financière de la collectivité.

Envoyé en préfecture le 25/03/2022

Reçu en préfecture le 25/03/2022

Affiché le

ID : 083-218300903-20220321-DEL2022\_3\_2-DE